

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Moisissures dans les écoles de la CSDM

Les écoles tombent en ruine, les élèves et le personnel sont malades et peu de candidates et candidats s'en préoccupent!

(Montréal, le 27 mars 2014) – La Coalition pour des écoles saines à la CSDM s'inquiète du manque d'intérêt des candidates et candidats des circonscriptions montréalaises pour le dossier de la qualité de l'air dans les écoles de la CSDM et de ses effets sur la santé des élèves et du personnel et sur la pérennité des infrastructures scolaires.

La coalition a écrit aux chefs des cinq principaux partis politiques ainsi qu'aux candidates et candidats des circonscriptions d'Anjou-Louis-Riel, D'Arcy-McGee Hochelaga-Maisonneuve, Laurier-Dorion, Mont-Royal, Notre-Dame-de-Grâce, Rosemont, Saint-Henri-Sainte-Anne, Sainte-Marie-Saint-Jacques et Viau pour leur poser une série de questions relatives aux huit écoles fermées et à une dizaine d'autres affectées par une mauvaise qualité de l'air qui nécessiteront des travaux de reconstruction ou des rénovations majeures immédiates. « À ce jour, seulement un chef de parti et deux candidats ont daigné répondre à nos questions. De plus, aucun n'a voulu se commettre sous une forme ou sous une autre à garantir le financement requis pour reconstruire ou rénover les écoles, sans non plus s'engager à faire pression sur les autorités de la ville et des arrondissements de Montréal pour accélérer l'octroi des permis de démolition, de construction ou de rénovation. Certaines écoles sont fermées depuis trois ans et on ne peut pas prédire le moment de leur réouverture, faute de garantie financière du gouvernement et d'octroi de permis de la ville de Montréal », d'affirmer monsieur Jacques Dionne du Comité central des parents de la CSDM.

À ce jour, seules les écoles Saint-Gérard dans Villeray (Laurier-Dorion) et Baril dans Hochelaga-Maisonneuve, sur les huit écoles de la CSDM fermées à cause de la moisissure ont reçu la garantie de financement. Malgré les 10 millions sur un projet de 16 millions accordés pour l'école Saint-Gérard en janvier 2013 et 19 millions de dollars consentis pour la démolition et la reconstruction de l'école Baril en octobre 2013, les travaux n'ont toujours pas commencé. « Les élèves et le personnel sont déplacés comme des réfugiés dans des installations temporaires d'une école secondaire depuis près de deux ans. Les plans et devis sont prêts, le financement est assuré, mais les permis de démolition et de construction tardent à être accordés puisque ces deux écoles sont considérées comme des édifices patrimoniaux. Il est urgent d'agir pour que les communautés de ces écoles puissent compter sur des conditions d'apprentissage,

d'enseignement et de travail facilitant la réussite éducative. Celles et ceux qui aspirent à former le prochain gouvernement ont le devoir de s'engager et de proposer dès maintenant des solutions durables et efficaces pour reconstruire les écoles fermées et rénover celles qui affectent la santé des élèves et du personnel », d'ajouter madame Catherine Renaud, présidente de l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal.

Outre les problèmes de reconstruction et de rénovation de la vingtaine d'écoles identifiées dans cette opération, le parc immobilier dans son ensemble a besoin d'un réinvestissement important. « Les futurs députés ont aussi le devoir de s'assurer que le problème récurrent du déficit d'entretien des édifices à la CSDM soit réglé une fois pour toutes. Le rapport Foucault/Maestro évalue à près de 1,3 milliard de dollars le déficit d'entretien à la CSDM. La coalition réclame 100 millions de dollars de réinvestissement par année pour les 10 prochaines années afin de résorber le déficit et les problèmes de qualité de l'air dans les écoles de la CSDM. Chaque semaine perdue à la résolution de ces problèmes ne fait qu'aggraver la situation. L'entretien ménager est plus compliqué avec l'arrivée des élèves et du personnel des écoles primaires dans les écoles secondaires. Les installations sont inadéquates pour les éducatrices de service de garde ou les surveillants de dîner. Les coûts de transport scolaires s'ajoutent à ces dépenses imprévues. Les travaux doivent commencer au plus vite pour que les élèves et le personnel des écoles primaires réfugiés dans des écoles secondaires reviennent dans leur école de quartier », de conclure monsieur Richard Gagnon de l'APPA.

Les questions et les réponses des candidates et candidats des circonscriptions ciblées seront disponibles sur le site www.ecolessaines.com.

La Coalition pour des écoles saines à la CSDM fondée en février 2013 par le Comité central des parents de la CSDM et les cinq syndicats représentant le personnel de la CSDM regroupe maintenant 75 organismes préoccupés par la qualité de l'air dans les écoles de la CSDM. Une pétition réclamant l'intervention urgente du gouvernement a déjà recueilli plus de 10 000 signatures.

-30-

Source : Coalition pour des écoles saines à la CSDM

Information : Yves Parenteau
Cellulaire : 514 910-3195

www.ecolessaines.com

